

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal, Lentente 656-02.

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Monimartre, PARIS (2^e)

Comme en Chine

Commentant les événements de Chine, les journaux européens prennent un ton supérieur pour déclarer : « Ce n'est qu'une querelle de généraux jaloux d'exercer la dictature... Le conflit, par conséquent, n'intéresse pas la masse chinoise. Cela se conçoit sans peine quand on pense à l'organisation millénaire de la société dans l'immense pays qui pratique encore le culte des ancêtres et la morale de Confucius. Peu importe à ce peuple de changer de maîtres, puisqu'ils sont tous pour lui les mêmes tyrans, malgré les proclamations les plus généreuses et les uniformes éclatants des soldats de la République (1). »

Assurément, il importe peu au prolétariat de savoir qui l'emportera de Tsang-Tso-Lin ou de Wu-Pei-Fu, de Lun-Yuan-Siang ou de Chi-Hsien-Yuan... Et vu de loin, avec cette confusion que créent l'ignorance des noms étrangers et le peu de connaissance des mœurs d'Extrême-Orient, il semble vraiment, au premier abord, que ces batailles de mandarins soient le privilège de la Chine.

Et cependant... Après avoir lu les dépêches d'agences qui nous informent des troubles chinois, jetons des yeux impatients sur notre Europe, foyer de civilisation, berceau de la Justice et du Droit.

Voici l'Italie. Les journaux de Rome sont pleins d'inquiétudes au sujet d'une certaine proclamation aux fascistes que vient de lancer un certain Foschi, secrétaire politique du Fascio romain. Mussolini est aux prises avec ses propres lieutenants qui veulent déborder son opportunisme prudent. Et, autour du roi, certains généraux d'opposition se préparent à la lutte contre le dictateur.

En Espagne, le général Primo de Rivera, en dépit de l'autorité légale, s'est emparé de vive force du pouvoir. Il a joué sur les insuccès de ses prédécesseurs au Maroc. Au besoin, il aurait lui-même aidé les Marocains à cultiver les armées espagnoles, afin de créer des embarras et de l'impopularité aux gouvernements qu'il voulait cultiver. Aujourd'hui, Primo connaît les mêmes revers. Les Marocains le contraignent à la retraite. Et, en Espagne, le général Berenguer fomente la guerre civile pour s'emparer à son tour de la dictature.

En Allemagne, n'est-ce pas par une série de coups d'Etats militaires que les hommes de parti se succèdent au pouvoir, et les masses sont-elles vraiment intéressées à ce que Marx triomphé plutôt que Scheidemann ?

En Russie, sous prétexte de puissance du prolétariat, c'est encore le militarisme qui soutient les dictateurs. Et les politiciens du bolchevisme se sont mués en chefs d'armée pour imposer au peuple moscovite leur autorité.

En France, enfin... Mais ici, nous dira-t-on, la légalité triomphé. En apparence, oui. En 1912, Poincaré fit son coup d'Etat réactionnaire sous le couvert d'une élection présidentielle. Et en 1914, il poussa d'autant plus fortement à la guerre, que les élections de mai avaient désapprouvé sa politique. Plus récemment, si Millerand n'avait pas eu le trac, Léon Daudet lui aurait bien trouvé un général pour effacer de quelques coups de mitraillée le succès du Bloc des Gauches. Et Caillaux, de son côté, veillait au grain, prêt à mobiliser ses troupes sous l'épée du général Sarrail.

Comme en Chine, je vous le dis...

Et l'Angleterre ?

Les autoritaires de ce pays ne répugnent pas non plus aux méthodes de violence que nos journalistes officiels reprochent si dédaigneusement aux mandarins militaires du céleste Empire. Nous nous souvenons tous de la manièvre brutale dont usa, jusqu'à la sauvagerie, le gouvernement britannique pour étouffer le mouvement d'indépendance du peuple irlandais. La guerre du Transvaal fut une série d'inoubliables cruautés. Enfin, les Egyptiens et les Indiens connaissent la main de fer gantée de velours de la sinistre Albion.

Cependant, les hommes d'Etat anglais se sont spécialisés dans une hypocrite diplomatie qui leur permet de donner à leur pays quelque apparence de pacifisme. L'impérialisme de Londres n'intervient pas directement dans les conflits internationaux. Il ne

fait pas sonner les bottes du conquérant. Plus malin, il provoque les heurts, suscite les désaccords en brouillant les cartes aux yeux des gouvernements des autres pays. Puis, quand les Etats adversaires se trouvent en position de guerre et que l'on peut vraiment discerner de quel côté se trouvent les meilleurs atouts pour gagner la partie, il se range généralement de ce côté-là.

C'est toute l'histoire de la guerre de 1914-1919, depuis ses origines, jusqu'aux récentes conversations de Londres et de Genève.

Avec un grand air de mépris, les journaux d'outre-Manche traitent des « barbares conflits militaires » qui déchirent la République chinoise. Mais ils oublient de dire à leurs lecteurs que des agents secrets du très civilisé gouvernement anglais ne cessent de fomenter cette guerre entre généraux d'Extrême-Orient, afin d'empêcher la puissance du peuple chinois.

Et s'épuisant dans des batailles qui ne serviront que les ambitions de quelques mandarins, les Chinois n'auront jamais la force de s'émanciper complètement de la tutelle des impérialismes européens. Et ainsi fourniront-ils, pour un de ces prochains jours, le prétexte à une nouvelle expédition de Chine organisée par les Etats européens, avec l'autorisation de l'humanitaire Société des Nations.

Comme en Chine ? Allons donc ! Bien pis qu'en Chine... Car là-bas, au moins, les intentions ne sont guère masquées, et le général Tsang-Tso-Lin, pas plus que le général Wu-Pei-Fu n'occupent Canton ou Pékin au nom de la Paix universelle — ce que ne manqueront pas de faire, d'ici quelque temps, les armées coloniales d'Herriot et Mac Donald.

O hypocrisie, tu es la seule réalité que je trouve sous ce grand mot « Civilisation », dont nous herçons les mœurs de l'Europe.

André COLOMER.

(1) La « Liberté », 9 septembre 1924.

La farine augmente encore

A la Chambre de la Boulangerie de Paris on a enregistré (?) aujourd'hui une nouvelle hausse de deux francs au quintal.

D'après les barèmes établis, cette hausse risque fort d'entraîner une augmentation du prix du pain.

Pendant ce temps, nos hommes d'Etat font des discours contre la vie chère.

Les mercantils se foutent pas mal de ce que peut dire un ministre !

LE FAIT DU JOUR

Le sang coule

Il coule en Chine, il coule au Maroc et en différents autres endroits. C'est la conséquence des régimes bourgeois, diront certains.

Hélas ! j'ai bien le regret de leur faire remarquer que le sang coule aussi dans des pays gouvernés par la dictature du prolétariat.

En Géorgie, on se bat également entre soldats commandés par les bolchevistes et pauvres levées par les menchevits.

Le fait est là. Ergo le sort de rien. Non seulement le régime capitaliste finance les guerres, mais le régime socialiste autoritaire conduit tout aussi bien au massacre.

La propriété a fait verser bien du sang au cours de l'histoire. Mais l'autorité a un passé autrement criminel. Pour le plaisir d'augmenter le nombre de leurs sujets, les rois entretenaient le carnage. La même mentalité réside dans les cervaeux de tous les chefs ou aspirants chefs d'Etat.

Analysons toutes les guerres actuelles et toutes les soi-disant révoltes politiques, nous y voyons que le sentiment qui pousse les présents ou futurs gouvernements peut se résumer dans le désir immoderé de se saisir au pouvoir.

Le pouvoir : que de visions rouges, que de scènes de cruautés, que de froides exécutions ou d'ordres de massacres donnés au fond d'un fauteuil de bureau, évoque ce mot sinistre de pouvoir.

En Géorgie, comme ailleurs, on fait assassiner de pauvres diables rien que pour se hisser au gouvernement.

« Abolissez la propriété individuelle et la guerre n'existera plus », ont dit les marxistes. Cela n'est vrai qu'à demi. Ce ne sera qu'une des causes de la guerre supprimée. Mais l'autre, le désir de commander, sera toujours là, et l'humanité continuera à connaître les hideuses actions des assassins professionnels.

Pour supprimer la guerre, abolissons l'autorité. Tant qu'il y aura des chefs, il y aura lutte et le sang humain continuera d'être versé par des hommes.

LE GOUFFRE

« Le Libertaire est un gouffre. Il engloutit beaucoup d'argent. »
Combien de fois ai-je entendu cela.

Et oui ! seulement c'est un bien petit gouffre. Il en existe de plus formidables qui engloutissent inutilement des milliards, fels les bistrots. On ferait vivre dix mille Libertaire avec ce qui se dépense en trop là-de-dans.

En face des autres journaux, combien notre gouffre est petit. Votre Humanité avec une quarantaine de redacteurs et administrateurs, sans compter les députés redacteurs occasionnels qui palpent des suppléments. Votre le Quotidien, les autres journaux.

Au Libertaire, on est huit en tout et pour tout. Naturellement, le journal s'en dessert. Les amis qui trouvent que notre petit quotidien a moins d'allure que tel journal ou tel autre, oublient cela, par ignorance de la situation.

Et oui ! c'est un gouffre, comme le qui est de la vie, qui a besoin de nourriture pour fonctionner, comme une machine engloutissant le charbon pour pouvoir reviver.

J'ai vu, il y a un certain temps, des gouffres à la gueule béante, des nauts journaux. Par l'orifice, on enfourrait coke et minerai pèle-mêle. En bas sortait la fente, dont on faisait le fer et l'acier. Les rails fabriqués s'en iraient ensuite par le monde pourront partout l'invasion de la civilisation.

Il aurait fallu qu'on n'ait jamais vécu que celle-là !

Un quotidien anarchiste, c'est le haut fourneau de notre propagande. Toutes les bonnes volontés versent dans son gouffre leur effort : matériel, moral, intellectuel.

Chacun y apporte ou devrait y apporter ce qu'il peut, en être le correspondant, le propagateur, le défenseur, l'aider pécuniairement. L'immense production de propagande qui en découle s'en ira ensuite conquérir les terrains en friche de l'ignorance et de la veulerie, animer les révoltes, soutenir l'énergie des pauvres en lutte contre les riches, des opprimés se dressant contre leurs oppresseurs.

Nos adversaires, autoritaires de toutes nuances, ennemis de la pensée libre, peu soucieux de voir le peuple réfléchir et agir par lui-même, voudraient bien voir s'éteindre ce creusé de l'anarchisme. Contre leurs grognements et leurs manœuvres, les copains se redresseront.

Plusieurs milliers d'hommes et de femmes se réclament des idées anarchistes en ce pays. Je suis persuadé que si chacun envoyait cent sous par mois, le Libertaire pourrait s'agrandir, développer sa vente, faire les frais nécessaires pour un quotidien de premier plan.

Et, comme l'argent n'est pas tout, le Libertaire devrait être propagé par tous les amis. Rien ne doit être négligé pour lui trouver des lecteurs et des abonnés. Rien plus ne doit être négligé pour l'entretenir, le renseigner sur tout ce qui intéresse la vie sociale, en faire le reflet vivant de la révolte contre l'autorité. Ce deuxième effort que nous demandons nous permettrait d'avoir moins besoin du premier, celui de l'argent.

Chacun a-t-il fait le maximum du possible ? Faites votre examen de conscience et vous verrez que vous pouvez faire plus.

Le jour où notre creusé de propagande s'étendrait parce qu'on n'alimenterait plus le gouffre, ceux qui vivent de la cruauté des masses pousseraient un formidable cri de joie, qui serait pour nous un cri de douleur.

Le mouvement anarchiste a besoin d'un quotidien. Au moment où un certain nombre de copains pensent à s'organiser sérieusement, il ne faudrait pas que leur meilleur outil tombe de leurs mains.

Donnez, camarades, et donnez vite. Autrement il est d'autres gouffres à côté qui vous coûteront plus cher et ne vous rendront que misères et tristesses.

G. B.

Un milliard et demi en héritage

Le duc de Norfolk est mort il y a sept ans. Depuis, on s'est employé à calculer exactement sa fortune. Les opérations touchent à la fin, et on arrive à la fortune de un milliard et demi de francs.

Un tel chiffre en dit plus que des colonnes entières sur la constitution d'une société où, en travaillant, les pauvres ne joignent les deux bouts qu'en se privant, pendant que ceux qui ne fichent rien et mènent la vie à larges guindes, trouvent encore le moyen d'accumuler de telles richesses, dont ils ne jouissent pas à connaître l'étendue.

Le mouvement qui a fait ces richesses plus que graves encore.

L'Angleterre, la France et l'Amérique ont déjà envoyé là-bas, il y a peu de temps, des navires de guerre afin de rétablir l'ordre. Demain, ce sera peut-être l'expédition avancée et pour le peuple chinois, en plus du désastre intérieur, toute l'horreur du crime et du pillage exercés par l'étranger.

Et une fois de plus, le prolétariat civilisé se mettra au service de l'impérialisme et de la guerre qui en découle.

La guerre marocaine

Malgré les échecs successifs des troupes espagnoles, le dictateur entend rester au Maroc, et continuer à faire tuer des millions d'hommes.

La censure sévère qui est établie en Espagne ne laisse passer que peu d'information, mais le communiqué officiel suffirait à nous instruire sur la situation critique de l'armée d'Alphonse XIII.

Les Rifains sont décidés à ne pas se laisser faire, ils se défendent avec énergie contre les colonnes de Primo de Rivera, et nous apprenons par le communiqué officiel que les troupes espagnoles ont dû se replier de nouveau dans la zone occidentale, où deux postes ont été évacués.

En outre, le Daily Mail rapporte que le général Riqueme, qui avait été coupé de ses troupes, est arrivé à Tétouan.

Et voilà l'armée espagnole en déroute, et un général qui ne retrouve pas ses hommes.

Mais la situation est encore plus grave si l'on considère le communiqué du journal américain, le New York Herald :

« Lisbonne, 7 septembre. — Les efforts faits par la colonie espagnole de Chechouan pour défendre la vallée de Lau, et opérer sa jonction avec le général Serrano, n'ont pas abouti. On considère comme probable que le général Serrano devra abandonner la défense de la vallée et se replier avec ses 20.000 hommes vers la côte, d'où il s'embarquera pour Ceuta. L'opération sera difficile, à cause du grand nombre de blessés et de malades.

Des préparatifs sont en cours pour le repli d'une colonne de 15.000 hommes. La colonne de Sokro, forte de 8.000 hommes, devra également battre en retraite.

« Apparemment, tous les efforts faits pour réprimer l'insurrection des Rifains ont été jusqu'à présent sans résultat. »

Combien de temps cela va-t-il durer, et combien d'hommes les réactionnaires d'Espagne vont-ils sacrifier pour satisfaire leurs ambitions impérialistes ?

Et dire que là aussi la France républicaine a ses attaches, et que notre digne représentant le maréchal Lyautey, collabore à l'expédition des militaristes espagnols.

Le gouvernement du bloc des gauches, ou plutôt ceux qui l'ont été, vont tolérer qu'on les rende complices de ces aventures coloniales, sans issues et sans intérêts, qui coûtent des milliers d'hommes à la classe ouvrière mondiale ?

La guerre en Chine

Les événements militaires de la Chine méritent que l'on porte une attention suivie sur l'activité de la soldatesque qui se dispute le pouvoir central du grand empire. Il y a quelques jours à peine, un grand organe du soir présentait le mouvement chinois comme une « guerre d'opéra-comique », mais voilà que contrairement à toutes les prévisions, la guerre avec toutes ses horreurs, avec tous ses crimes menace la population pacifique de ce pays, mal initié « aux bienfaits de notre civilisation ».

La Chine, divisée en provinces, ayant chacune à leur tête un gouverneur général, est déchirée par une quantité de petits rois prétexte et plein d'orgueil qui n'aspirent qu'à détenir le pouvoir.

Le chef de la République, conscient de son impuissance à réprimer la révolte de tous les chefs de province qui veulent se libérer de l'autorité centrale, regarde avec sympathie l'opposition qui dresse les uns contre les autres les maîtres des petits Etats, et aujourd'hui encore, c'est sous l'instigation du gouvernement que la Chine du Nord part en guerre contre la Chine du Sud.

Mais les événements se précipitent avec une rapidité que n'espérait pas le gouvernement, et d'après une dépêche de Shanghai, le maréchal Tsang-Tso-Lin aurait déclaré la guerre au gouvernement de Pékin, et au général Wu-Pei-Fu, dictateur militaire de la Chine.

Ce n'est donc plus une guerre de province, ce n'est donc plus une simple aventure, mais une véritable guerre civile qui va dévaster cet immense pays.

Deja, on mande de Shanghai au « Times » —

Entendons-nous

J'ai vu des camarades qui, lorsqu'on parle d'organisation anarchiste s'écrient : « Ce que vous voulez faire est peut-être bon, mais jamais les anarchistes ne se laisseront embrigader dans vos fédérations et dans votre système — de quelque façon que vous vous arrangez — l'individu sera toujours obligé de faire des concessions et de sacrifier son individualisme à l'organisation. »

Donc, pour ces bons camarades, il suffit de parler de méthode pour s'entendre traiter de non-anarchiste, car, ne déplaît à ces farouches individualistes, organisation pour nous signifie seulement méthode de travail.

Quelle que soit la besogne à accompagner, il fut reconnu qu'une action coordonnée et méthodique avait un champ d'action plus grand et une portée plus vaste que l'action isolée de quelques individualités qui, si elles ne possédaient en elles une force très grande, ne peuvent œuvrer utilement pour une cause, étant submergées par le milieu faiblement réfractaire aux conceptions nouvelles.

Dans la propagande de tous les jours, l'organisation n'entre pas en ligne. Tous les camarades, chacun dans son milieu, sachant mieux que quiconque la façon dont ils doivent agir, mais viennent le jour où le besoin se fait sentir d'une action plus forte, dictée par les événements qui surgissent, alors les compagnons isolés se heurtent aux difficultés matérielles impossibles à surmonter : manque d'argent, d'affiches, de tracts et d'orateurs. Et c'est là qu'intervient la nécessité d'une organisation méthodique et rationnelle.

Les reproches qui furent adressés de vouloir embrigader les anarchistes, de vouloir les encarter, ne tiennent pas, d'abord parce que nous ne voulons embrigader ni encarter personne. Nous n'avons pas la prétention de donner des brevets d'anarchisme, ce qui serait ridicule ; mais nous adressons à ceux qui comme nous sentent le besoin la nécessité d'organisation, nous disons : La propagande anarchiste est souvent paralysée dans de nombreuses régions, par le manque d'orateurs capables de soutenir nos idées à la tribune, ou par l'impossibilité matérielle, presque toujours le manque d'argent, d'organiser des conférences, de faire exécuter des affiches ou des tracts qui, exécutés en petit nombre, sont néreux, alors que faits en quantité suffisante et pouvant servir dans plusieurs régions, ont un prix de revient relativement modique. Il y a aussi les œuvres anarchistes à soutenir de façon plus efficace. La Revue Anarchiste, *Le Libertaire quotidien* qui était l'organe de l'Union anarchiste, doit être le porte-parole des groupes et des fédérations.

Au fond, tout le monde est d'accord pour intensifier la propagande et pour aider les isolés à former des groupes. Il faut aller plus loin, et de ces groupes former des fédérations où il n'en existe pas. Ce sera déjà une force et un point d'appui pour le compagnon isolé, ou le groupe trop faible pour entreprendre quelque chose seul, et le trait d'union entre tous sera l'Union anarchiste.

Ce n'est pas là du centralisme, au contraire, car ce n'est pas l'Union qui doit décider de l'action, mais bien les groupes qui suggèrent, par la voix de leurs correspondants, le travail à accomplir, et demander l'aide de tous par la voix de l'Union anarchiste.

La caisse de l'U. A. peut être alimentée et soutenue par les cotisations des groupes et des fédérations, ces cotisations sont naturellement facultatives et subordonnées aux moyens de chacun. Donc, là encore, aucune obligation permanente, mais une libre entente.

Le projet de faire éditer des cartes a été écarté à la presque unanimité du Congrès de Leyvalois, mais si dans quelques fédérations ou dans certains groupes, on jugeait utile de faire intervenir ces moyens de cotisation après entente entre les composants, qui pourraient y trouver à redire ? Il n'est fait d'obligation à personne de se conformer à un règlement, et si un ou plusieurs camarades jugent inutile de prendre un morceau de carton, libre à eux. Qui importe la forme pourvu que les idées de chacun puissent s'affirmer nettement et librement, sans contrainte.

Je ne suis pas partisan de la carte, la trouvant inutile, mais que dans les groupes on s'entende pour verser une cotisation mensuelle, rien de mieux, et le camarade qui s'inscrit et fixe lui-même la somme qu'il pense pouvoir donner chaque mois, doit bien avoir à cœur de tenir sa promesse.

Cela a déjà été fait à Lyon et pendant le temps qu'a duré cette façon de faire, le groupe pouvait envoyer à l'U. A. une cotisation mensuelle de 20 francs et cela sans diminuer en rien l'activité du groupe. S'il se trouvait seulement cinquante groupes à pouvoir assurer régulièrement cette somme relativement faible, cela ferait tout de même un budget assuré de 1.000 francs par mois à l'Union Anarchiste.

Songez qu'avec cela les conférences pourraient être mieux organisées, une plus grande publicité pourrait être faite et de plus grands avantages moraux ou matériels seraient tirés de cet état de chose. Je n'ai pas l'intention d'apporter un programme complet, mais les quelques suggestions que j'apporte peuvent avoir un intérêt et si chacun apporte son idée, nous arriverons sans peine à réaliser quelque chose de solide et de profitable.

Une organisation solide et méthodique des anarchistes est la seule garantie d'avvenir pour le « Libertaire quotidien » et les autres œuvres anarchistes. Aussi, il est nécessaire de dégager certaines idées pour arriver à leur solution rapide à la satisfaction de tous.

Benoit PERRIER.

Le Congrès du Parti Socialiste Suisse

Le Parti socialiste suisse a tenu son Congrès national du 5 au 7 septembre. Il a repoussé, par 138 voix contre 57, une proposition d'opposition systématique à la Société des Nations.

Il a adopté une proposition tendant à la formation d'une banque ouvrière.

Au sujet de l'affaire Matteotti, le Congrès a voté un ordre du jour affirmant sa solidarité avec le prolétariat italien.

La question de la participation au Conseil fédéral a été ajournée.

Renée d'AXEL.

La dictature russe en Géorgie

D'après le *New-York Herald*, le gouvernement russe prend des mesures énergiques pour réprimer l'insurrection de Géorgie, et le général qui commande les troupes russes a reçu d'importants renforts.

A Batoum, 800 personnes ont été arrêtées et 40 exécutions ont eu lieu.

Les événements actuels sont-ils un épisode de la lutte entre socialistes géorgiens et communistes russes ? L'*Humanité* pourrait peut-être nous renseigner !

Essayons d'avancer

On se fait de l'anarchie des opinions diverses, ce qui revient à dire qu'il existe de multiples nuances anarchistes ; toutes ces divergences suscitent les après discussions et les éternelles polémiques dont le résultat est franchement rétrograde.

Si l'on ne peut y avoir une formule unique pour tous, je crois que cela tient au fait que chacun se place strictement à son point de vue personnel ; ainsi un véritable malheureux, qui a conscience de l'injustice qui l'accable, se dit anarchiste et croit l'être, parce qu'il déteste le capital dont l'existence empêche la sienne ; par contre, il est des êtres, d'ailleurs sincères, qui, soit la fortune, soit l'aisance, et qui sont également anarchistes ; il s'éleveront par exemple contre l'autorité, quelle qu'elle soit, mais ne se soucieront pas de détruire le capital.

En un mot, beaucoup réduisent le problème de la réforme complète de la société au degré de leur mécontentement et c'est tout. C'est logique, c'est profondément humain, mais ce n'est pas suffisant.

Une réforme en entraîne une autre, et ainsi de suite ; il n'est donc pas possible d'envisager des anarchies diverses, aux espoirs distincts, mais si des formules luttantes, on essayait de former un tout, peut-être qu'elles se compléteraient mutuellement et mieux encore, qu'elles se fondraient en une seule.

Si chacun cherche un bien-être particulier, il est peu probable qu'il puisse jamais y atteindre ; y atteindrait-il même, qu'il n'en aurait toujours qu'une satisfaction personnelle au milieu d'une Société non changée, où sa victoire prendrait la forme d'une ambition couronnée de succès. Le bonheur ne serait pas atteint pour cela, une unité trouve rarement la jouissance complète au sein d'une collectivité souffrante.

D'autre part, l'individualité ne pourra obtenir sa véritable forme libre qui dans un monde libre ; aussi, me paraît-il assez nécessaire de faire appel aux forces de tous pour assurer le triomphe de chacun.

Tout essai de libération personnelle est, je l'ai déjà dit, une bonne méthode préliminaire, mais seulement dans le domaine moral ; pour ce qui est de la libération véritable, il faut être bien fou pour penser qu'on puisse l'atteindre, sans changer la Société ; c'est d'une impossibilité absolue.

Non seulement, la préoccupation de vivre, mais encore les rapports avec tous les hommes, s'opposent totalement à la réalisation de la liberté personnelle.

Donc, encore et toujours, une association doit faire.

Le problème se pose ainsi :

D'une part, nous voyons tous ceux qui ont à se plaindre de tous les régimes d'autorité, vouloir s'en évader ; c'est parfait ; seulement, comme la liberté ne doit pas être un vain mot, en attendant d'en faire le premier élément de la Société espérée, on commence par la laisser dans celle-ci, à qui se dit réfractaire. Liberté de raisonnement, liberté d'action, liberté de lutte. C'est le premier principe ; et il est bon, mais est-ce un moyen de réaliser précisément cette liberté, que de ne lui donner que la forme morale ?

D'autre part, à côté des mécontents se trouvent évidemment les satisfait : qu'attendent-ils de ce-à-là ? Rien, mais alors ? Qu'en faire ? Serai-je à leur tour des asservis ? Ce n'est pas possible, ou il faudrait que l'anarchie fusse un pari comme tous les autres.

Donc, si ceux qui veulent évoluer, sont des unités dispersées dans tous les coins de la terre, au contraire des autres qui forment une robuste masse, quel résultat pouvons-nous espérer.

Deux moyens se présentent : ou bien, il faut que les premiers s'organisent, sous toutes les formes, et aient la résolution d'agir autant que de penser, ou bien il faut s'employer à changer la mentalité des autres.

Rien de cela n'est impossible, car du moment que l'on peut penser quelque chose, on peut parfois l'exécuter.

D'ailleurs, au lieu de choisir l'un des moyens, on peut les adopter tous les deux, et nul doute que leur application ne donne d'appréciables résultats.

Mais comme toujours, dans cette lutte incessante pour l'homme meilleur, il faut que chaque jour apporte un élément de plus ; il faut connaître, savoir, comprendre ; trop d'esprits sont encore obscurs ; il ne faudrait, pour rien au monde, que dans une réalisation des méthodes nouvelles, il se trouve des pierres d'achoppement, telles que l'ignorance, ou le goût bestial de la jouissance, choses qui nous amèneraient vite à la barbarie des premiers âges.

Travailler de toutes les manières, arriver par un grand effort d'assimilation, à transporter moralement dans tous les milieux, sous toutes les formes, agrandir chaque jour le domaine des connaissances, est œuvre de propagande assurément profitable.

Tout cela n'est pas une nouveauté, je le sais bien, mais c'est pourtant la base réellement d'un idéal de liberté et d'égalité : les différences sociales n'entrent pas en ligne de compte, cela ne fait aucun doute, mais si nous voulons éviter de nous donner un démenti à nous-même, en reconnaissant des degrés moraux, il faut réaliser déjà l'égalité dans le domaine intellectuel, et pour cela, chacun doit améliorer, autant que possible, le faiseau des connaissances qu'il peut avoir.

Sur ce point, en tous cas, la collectivité n'a rien à voir, et c'est à coup la tâche la plus individuelle qui soit.

Avant de livrer bataille au formidable ennemi qu'est l'héritage des injustices et des erreurs sans nombre, entassées depuis des siècles, il convient de bien s'armer, et certes, s'il faut des bras, il faut aussi des esprits.

Renée d'AXEL.

L'opposition antifasciste social-démocratique et les anarchistes

Nous avons, à plusieurs reprises, parlé de l'œuvre de l'opposition bourgeoise monarchico-constitutionnelle. Nous allons parler aujourd'hui de l'opposition des divers partis politiques à tradition... révolutionnaire.

Nous avons assisté au déchaînement d'un formidable ouragan d'indignation morale du prolétariat italien après le vil assassinat de Giacomo Matteotti, renouvelé de mille et mille autres crimes consummés tous dans la même forme et dans la même circonspection.

Trois années de domination fasciste ont jeté la poudre de la révolte populaire dans toutes les contrées d'Italie. Le fascisme est mind. Ce sont les Pietro Micca qui manquent.

Pourquoi ?

Les partis politiques ont divisé, découillé, humilié, éprouvé le prolétariat italien. Le Parti Socialiste, à travers les expériences de cet agité après-guerre, n'a conservé de révolutionnaire que sa tradition, ce qui nous fait penser à la puerile vanité du fils qui se gonfle des vertus du père. La guerre l'avait mis à une dure épreuve. Il crut se sauver par la fameuse formule : « Ni pour, ni contre », qui, en langage pratique, sonnait comme : « resignation ». Vint l'après-guerre. Un courant formidable de l'opinion publique — produit pathologique et psychologique de la guerre — se lève menaçant contre la classe capitaliste responsable du massacre. Le Parti Socialiste pouvait se réhabiliter de son attitude équivoque durant la guerre, il pouvait déployer parmi le peuple inquiet le drapeau de la réalisation du socialisme synthétisé en « pain et liberté pour tous ». Il ne sut et ne voulut agiter que le drapeau de l'électionnisme, qui devait porter à Montecitorio 152 parvenus pour élouer la révolution, préparer les voies du fascisme qui devait coûter cent fois plus cher que la révolution elle-même.

Vint le mouvement d'occupation des usines et de la terre de la part des ouvriers et des paysans. Il pouvait, en cette occasion, se réhabiliter en brandissant le drapeau de l'expropriation jusqu'au bout. Son unique fonction fut celle du gendarme. Ignoble instrument politique entre les mains de quelques comédiens habiles, incapable de toute action révolutionnaire, il passa d'une crise à l'autre jusqu'à constituer, aujourd'hui, le phénomène rare et plein de douleur et d'humilité de l'électionnisme, qui devait porter à Montecitorio 152 parvenus pour élouer la révolution, préparer les voies du fascisme qui devait coûter cent fois plus cher que la révolution elle-même.

Avec une telle gangrène politique, on comprend facilement comment le prolétariat s'épuise, et comment le fascisme a pu arriver, sans trop d'efforts, à conquérir le Quirinal. Ce sont ces partis politiques, plus que le fascisme lui-même, qui pèsent et peseront encore pour son malheur, sur le sort du prolétariat italien, ce prolétariat historiquement jeune et privé — comme tous les prolétariats — de vraie éducation révolutionnaire. Ce sont ces partis qui, le fanalissant, chacun avec son propre credo politique, le tiennent encore loin de la route de la révolution sociale. Nous en avons la preuve. Partis de masse, comme ils tiennent à se qualifier, dans cette période de réveil de la conscience populaire, ils ont, à l'exception du Parti Communiste, adhéré au Bloc des oppositions bourgeois plus qu'il ne peut rester au sein du prolétariat pour développer cette œuvre révolutionnaire... qu'ils n'ont jamais accomplie.

Pauvre masse !

Avec une telle gangrène politique, on comprend facilement comment le prolétariat s'épuise, et comment le fascisme a pu arriver, sans trop d'efforts, à conquérir le Quirinal. Ce sont ces partis politiques, plus que le fascisme lui-même, qui pèsent et peseront encore pour son malheur, sur le sort du prolétariat italien, ce prolétariat historiquement jeune et privé — comme tous les prolétariats — de vraie éducation révolutionnaire. Ce sont ces partis qui, le fanalissant, chacun avec son propre credo politique, le tiennent encore loin de la route de la révolution sociale. Nous en avons la preuve. Partis de masse, comme ils tiennent à se qualifier, dans cette période de réveil de la conscience populaire, ils ont, à l'exception du Parti Communiste, adhéré au Bloc des oppositions bourgeois plus qu'il ne peut rester au sein du prolétariat pour développer cette œuvre révolutionnaire... qu'ils n'ont jamais accomplie.

Et nous en remercions les socialistes, parce qu'ils font honneur à leurs intentions et en même temps, laissent le champ libre à notre pauvre mais honnête activité.

Ce que nous ne comprenons pas, c'est la logique... l'envers des communistes. Fidèles au mot d'ordre de la centrale électrique de Moscou, ils ont, avant-garde du prolétariat, trouvé plus opportun de rester au milieu des ouvriers.

En admettant même leur bonne intention, ils doivent s'y trouver mal à l'aise.

A Rome, flotte le drapeau rouge avec la faucille et le marteau, et les représentants officiels de la Russie bolchevique sont solennellement reçus au Quirinal, tandis que Krassine et Ricow entonnent un hymne à la « sagesse du gouvernement de Mussolini ».

Des raisons diplomatiques conduisent les communistes, mais pendant ce temps le prolétariat qui peine observe, médite et... s'écarter.

Le Parti Communiste italien, ainsi que ceux de tous les pays, se transforme en agent du gouvernement russe, sert notre œuvre de démolition autoritaire, et c'est donc un bien pour notre propagande que le drapeau de la Russie flotte sur toutes les capitales du monde.

Mis dans cette désastreuse situation morale vis-à-vis de la cause antifasciste et révolutionnaire du prolétariat, l'activité et le prestige du Parti Communiste sont très limités sinon réduits à néant. Il nous semble donc que l'heure est venue pour nous d'avancer avec la sécurité d'avoir la plus grande adhésion de la part du prolétariat. Notre force numérique, qui n'est pas négligeable (Don Sturzo n'est pas de cet avis), notre passé révolutionnaire plein de sacrifices et d'intransigeance cohérente, est la sûre garantie de notre succès. Anarchistes, avant-garde du prolétariat révolutionnaire, nous devons rester dans le prolétariat dont la cause est la nôtre et avec lequel seulement nous avons la certitude d'atteindre quelque chose de tangible. Hors du prolétariat, même sous le prétexte de la défense de la liberté démocratique et constitutionnelle, nous rendrions un mauvais service à la vraie liberté qui ne peut être que le résultat de l'écroulement du fascisme et de la bourgeoisie, le fascisme n'étant qu'un produit pathologique de celle-ci. Notre situation d'aujourd'hui est à peu près analogue à celle de nos braves républicains à la veille de la guerre. Alors, attention, camarades !

VIOLA.

LA VIE CHERE

On va étudier...

Nous lisons, dans un communiqué de la présidence du conseil : « Mercredi, à seize heures, aura lieu un conseil de cabinet, au cours duquel seront entendus M. Naudin et M. Morain, préfet de police, qui étudieront le problème de la vie chère. »

Ce Morain, convoqué pour faire diminuer la vie, c'est une gaîté de l'escadron de gauche du capitaine Hieriot, à la pipe intérieure.

Cet hypocrite briseur de grèves, qui a fait ses preuves comme préfet de la Somme, est documenté surtout sur les traitements afférant à ses fonctions successives. Le prix de la viande ou des légumes le laisse froid.

Il est probable qu'on le convoque surtout pour passer à tabac, en douce, cette horripante question qui gêne les prometteurs de lune de miel.

On va nous servir, sur le plat d'une presse servile, un communiqué menteur qui nous dira « qu'on s'occupe », « qu'on met à l'étude », « qu'on dresse des statistiques », etc., etc.

Avec ça, on mangera toujours plus mal et toujours plus cher, dans une république toujours plus charmante — avec le sourire d'Herriot comme dessert !

Les Espagnols devant la culture communiste

Des affiches rédigées en une langue qui voudrait être espagnole ont été placardées sur

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Pour l'unité syndicale

Le congrès de Saint-Ouen (Somme)

Sur l'initiative du Comité Intersyndical de cette ville, un Congrès réunissait à nouveau les organisations syndicales unitaires, autonomes et confédérées de la Somme, le dimanche 7 septembre. A neuf heures de matin, 200 délégués étaient présents.

Domon (Tisseurs autonomes d'Amiens) présida, assisté de Derogny (Livre Amiens) confédéré, et de Perdereau (Alimentation d'Amiens), unitaire. Sont présents : trois syndicats autonomes, neuf confédérés, vingt-huit syndicats ou sections unitaires ; Porreyre, représentant l'U. D. U. D. du Nord ; Monmousseau, Mailly (U. D. confédéré du Pas-de-Calais) ; Foulin (Fédération du Textile Unitaire). La C. G. T. Lafayette, l'U. D. confédérée du Nord et l'U. D. U. du Pas-de-Calais sont absents.

Bacquet (C. I. Saint-Ouen) souhaite la bienvenue aux délégués. Pointu (P.T.T.U.) attaque les chefs confédérés, les partis politiques. Différents camarades apportent leur point de vue fédéral et s'attardent sur des situations particulières : Buignet, Collier, confédérés ; Cresson, unitaire. Barbet ramène la discussion à ses principaux objectifs : matérialiser davantage l'effort d'unité dans le département, et tendre à résoudre les difficultés de procédure pour la réaliser au point de vue national.

Il donne lecture de la motion votée au 15 août 1923, et demande aux délégués s'ils sont toujours dans les mêmes dispositions. L'accord reste complet sur tous les paragraphes.

La discussion limitée un certain temps aux délégués de la Somme est ouverte aux autres camarades. Porreyre défend la thèse de la C. G. T. U. Monmousseau lui succède et fait la même leçon. Il se défend d'être fonctionnaire, il n'est au fauteuil que depuis 1922. Il a toujours la confiance de son syndicat. Montrant brièvement les dangers pour la classe ouvrière de l'application du plan Dawes, il termine par une charge à fond contre l'autonomie.

Mailly (Employés confédérés d'Amiens) réplique. Il n'est pas heureux, et une bonne partie des délégués et du public manifeste son hostilité. Barbet intervient pour établir le calme. Il est nécessaire de tirer la conclusion du débat. Un courant se manifeste pour le refus de cotiser à la C. G. T. U. les confédérés ne veulent pas suivre cette tactique.

Les deux comités confédéraux devant se tenir simultanément à Paris sous peu, Barbet obtient du secrétaire de l'U. D. Confédéré qu'il fasse un nouvel effort pour obtenir l'audition d'une délégation unitaire, pour tenter d'aboutir à un accord.

A l'unanimité, les délégués confirment la motion de 1923. La commission mixte se réunit aussitôt que possible pour confiner sa tâche.

Un repas en commun réunit les délégués. L'après-midi, un cortège des travailleurs de la région, précédé d'une musique, accompagné des bannières syndicales du département, se rend au lieu du meeting. Une tribune est dressée près de l'église. Plusieurs orateurs de différentes tendances causent sur l'Unité et l'organisation. Porreyre cause de la Russie, où dit-il « la religion est détruite ! » A ce moment les cloches sonnent et l'obligent à se taire. Les manifestants vont au portail de l'église, où la réunion continue après un incident avec le curé et ses ouailles. Monmousseau continue la louange du bolchevisme. Barbet termine par un bref discours nettement syndicaliste.

Ce qui a été fait ici paraîtra peut-être mince aux camarades qui souhaitaient arrêter l'Unité.

Que des efforts analogues soient faits partout : la cause du syndicalisme unité et libéré de l'entreprise politique sera bien près de triompher.

R. BARBET.

L'Unité dans les P.T.T.

Salis par les uns, incompris par d'autres, nous voulons une fois de plus, face à tous, indiquer les motifs de notre attitude et donner notre dernier mot sur l'unité.

Pour aussi inorganisables que nous puissions l'être, nous avons durant de longues années fait partie d'une organisation qui était à juste titre renommée pour sa combativité et avec laquelle il fallut compter, même après la scission. Tant que vécut l'Union fédérale, le syndicalisme était en honneur chez les ouvriers des P. T. T.

Puis vient la transformation de notre organisation en un syndicat unique ; certes, nous fûmes des partisans de cette transformation, nous pensions qu'elle serait une force d'attraction pour le prolétariat postal, un levier formidable d'action. Hélas ! nous dûmes déchanter. Le syndicat unique permet simplement à des individus à la solde de leur parti ou à celle de leurs ambitions, de pénétrer, tant en province qu'à Paris, dans les groupements où ils n'avaient encore pu accéder et à y déverser le poison des théories politiques. L'effet ne tarda guère à se faire sentir. Les assemblées générales devinrent squelettes, puis finalement, les salles étaient totalement vides, les politiciens se trouvaient en majorité (révolutionnaires, ou combien !) et leur but était atteint, mais le syndicalisme était bien malade. Qu'allions-nous faire devant cette situation ?

Nous mettrons à l'unisson de nos glorieux vainqueurs et proclamer la grandeur du syndicalisme après l'avoir foulé aux pieds ? Nous n'aimons pas ce triste courage.

Faire comme la majorité de nos camarades, rester indifférents ? Cela n'était pas dans notre tempérament. Nous pensâmes donc à faire revivre l'organisation qui si longtemps avait fait notre force, et désireux de la revivre telle que nous l'avions connue naguère (95 0/0 de syndiqués), sans souci des injures qui nous seraient adressées. Nous lancâmes l'appel à l'unité chez les ouvriers.

Au surplus, nous savions fort bien, et

nous y compions même, que les gendarmes qui se complaisaient dans la mare de l'unité seraient dans l'obligation de coasser.

Mais lorsque nous intervenimes en faveur de l'unité, nos déclarations furent nettes, et si nous étions partisans de l'union des ouvriers, nous avions également souci de l'unité fédérale.

C'est pourquoi aujourd'hui nous ne permettrons pas que l'on attribue à nos déclarations un sens qu'elles n'ont jamais eu.

Nous disons à nos camarades de l'Union générale que nous fûmes désagréablement surpris de la lettre de leur bureau transmise à la F. P. U. par les soins de Digat.

Nous ne comprenons pas les réserves qui y sont formulées, puisque, à notre avis, la situation se présente de meilleure façon que nous l'ussions espéré. L'unité fédérale est réclamée par tous et ne pourra être réalisée, il va de soi, que si l'union des ouvriers était accomplie.

Le problème est clair. Il ne peut désormais subsister aucune équivoque. Aucune réserve ne peut être formulée. Les propositions formulées par Digat au nom de la Fédération confédérée dans différents congrès sont acceptées par tous.

Dans ces conditions, nous considérons que l'unité morale du prolétariat postal est réalisée et que le congrès fédéral mixte n'en sera que la consécration.

Ceux qui tenteraient de s'y opposer assureraient une lourde responsabilité.

PELTIER et ROCHE.

Une 3me C. G. T. ?

Un camarade veut bien me poser quelques questions au sujet de l'article « Autonomie et Unité » du 23 août.

Lorsque j'écris « pour beaucoup, nous sommes des généraux », cela ne veut pas dire que nous faisons une obstruction systématique, mais bien que notre présence et nos critiques gênent et empêchent les politiciens de faire tout ce qu'ils veulent.

Heureusement, camarade Arvant, qu'il y a de ces généraux !

Il se peut que la position que nous prenons décourage ceux qui ne comprennent rien à nos discussions et surtout ceux qui se trouvent heureux d'avoir un prétexte à décliner ; mais devons-nous prendre position pour plaire à la masse ou pour affirmer nos convictions ?

Toutes les majorités du monde ne me tiendront jamais si je dois froisser mes conceptions pour les conquérir. Et puis on n'éduquera pas mieux dans l'autonomie qu'ailleurs ceux qui fatiguent un exposé de doctrine ?

Je reste persuadé que l'autonomie telle qu'elle a été comprise jusqu'à présent ne peut résoudre le problème. J'ai peur que cette autonomie se cristallise, qu'elle devienne une rnaissanc du corporatisme.

Nous avons besoin en face de l'organisation capitaliste d'avoir une organisation ouvrière sérieuse, et l'autonomie même momentanée, n'est pas l'organisation.

Cela ne veut pas dire que je pense que les deux C.G.T. sont les organisations rêvées, mais enfin ils représentent une certaine cohésion.

On dit : l'autonomie amènera l'unité ; quelle unité ramènera-t-elle ? Trois tendances au lieu de deux s'affronteront et ce sera tout.

Non, le remède n'est pas là. La question ne sera véritablement tranchée que lorsque nous aurons éliminé les politiciens des deux C. G. T. ou que nous aurons fondé une autre C.G.T. vraiment révolutionnaire.

N'étant pas communiste, je ne suis pas infallible, mais pour ma part, voilà les deux seuls remèdes qu'il crois efficaces.

Il faut se décider pour l'un ou pour l'autre, car l'autonomie ne peut être qu'un remède provisoire et non curatif.

Il reste à savoir maintenant lequel des deux remèdes est le plus facile à appliquer et si l'un n'est pas meilleur que l'autre ; ou encore si l'on ne pourra pas les appliquer tous deux pour obtenir un meilleur résultat.

La lutte contre les politiciens est extrêmement dure. Jusqu'à maintenant, il faut le dire, nos succès sont minces, les résultats acquis ne sont guère encourageants. Pourtant, l'on sent que malgré leur supériorité, cela brame dans le manche.

D'un autre côté, la création d'une autre C.G.T. rencontrerait des difficultés, car il lui manquerait le nerf de la guerre. Mais elle aurait ce formidable atout d'amener les militants à combattre sur un nouveau terrain où ils oublieraient vite la fatigue et les déceptions de la lutte à l'intérieur des boutiques politiciennes et par conséquent apporterait à leur action une ardeur toute neuve.

Il faudrait d'abord que cette C.G.T. simplifie et modernise les rouages syndicalistes. Il faudrait que son organisation reflète l'organisation capitaliste pour pouvoir lutter efficacement.

Il faudrait aussi qu'elle entreprenne une action sociale, car ses succès sur le terrain économique seront en raison directe de ses succès sociaux.

Il ne sera plus alors question d'une unité botteuse. Une telle C.G.T. représenterait réellement l'esprit révolutionnaire, attirant à elle tous les éléments sains des deux autres C. G. T. n'aurait pas à palabrer avec des organismes qui n'auraient rien de commun avec son idéal.

La situation présente appelle les mesures radicales. L'autonomie n'est qu'une demi-mesure, une velleïté. Nous devons aller au bout de notre pensée et envisager toutes les conséquences de nos actes.

Je n'entrevois que deux solutions entre lesquelles il faut choisir : Ou continuer le combat à l'intérieur contre les politiciens ou transporter le combat au grand jour, mais toutes forces réunies dans une C.G.T. révolutionnaire.

N. B. — Chaque camarade syndiqué devra être obligatoirement présent. Un sévère pointage de cartes aura lieu à l'entrée, où les cotisations et adhésions seront régulées.

L. HUARD.

Les tarifs des vendanges

Le secrétaire de l'U. D. confédérée de l'Hérault, Célestin Nicolas, publie une mise au point au sujet des salaires fixes pour les vendangeurs. Nous en publions les principaux passages :

« Des notes diverses ont paru dans la presse, concernant le tarif des vendanges, dans lesquelles nous trouvons des inexactitudes pour ce qui concerne notre région.

« Un congrès des ouvriers agricoles a eu lieu à Agde, où ont participé des syndicats agricoles de six départements viticoles. Les secrétaires ou délégués des Unions départementales étaient présents également. Ce congrès avait pour but de réorganiser la Fédération nationale de l'agriculture et d'en envisager les moyens, puis d'examiner le salaire des vendangeurs.

« Les délégués ayant seuls qualité prirent part à la discussion et établirent le tarif journalier qui serait revendiqué. « Les Unions départementales et les Unions locales avaient donc pour devoir d'aider les syndicats ouvriers agricoles à obtenir les tarifs décidés. Les syndicats également devaient logiquement œuvrer pour que la décision prise à Agde soit mise en pratique.

« Pour ce qui concerne le département de l'Hérault, nous devons indiquer que l'Union départementale, aussi bien que toutes nos Unions locales, sans aucune exception, n'ont donné aucune appréciation sur la décision prise à Agde et que notre seul but a été de la respecter dans toute sa teneur. »

Et Nicolas cite une manifestation communiste qui s'est produite à Montpellier pour fixer un tarif des vendanges, ce qui était en désaccord avec les décisions du congrès d'Agde. La Bourse du Travail de Montpellier, qui est autonome, et l'Union locale confédérée sont restées en dehors de cette manœuvre.

Il est bien regrettable que l'unité ne se soit pas réalisée entre agriculteurs et vendeurs au moment des vendanges.

Dans le S. U. B.

chez les charpentiers en fer. — Voici l'ordre du jour voté à l'assemblée générale du 7 septembre :

« Les charpentiers en fer, monteurs, levageurs et aides de la Seine décident une révision de cartes syndicales sur tous les chantiers.

« D'autre part, se moquant des menaces patronales, maintenant l'index sur tous les chantiers de la Maison Hamet, rue Marcadet ; s'engagent à faire toute l'action nécessaire, y compris la violence pour imposer toutes leurs revendications.

« Se séparent en accordant toute leur confiance au Conseil, au Bureau, au secrétaire et au S.U.B. et s'engagent à répondre immédiatement à tout appel d'action directe ayant trait aux revendications, aux huit heures et pour l'annistie intégrale.

« A la sortie, une collecte pour les malades a rapporté la somme de 87 francs. »

chez les cimenteries. — Il y a encore des exploiteurs qui se figurent, tel les anciens seigneurs, que les travailleurs sont de la matière taillable et corvée à merci. Ainsi, cet exploitant Hory, ancien syndiqué, dit-il, en 1908, ayant suivi son chemin en passant par le tâcheronat (qu'il a fait chez Chouard aux pays envahis) pour finir par le patronat.

Cet individu, tout en restant révolutionnaire (dit-il) a répondu à une demande d'augmentation de salaires et d'application de la journée de 8 heures, par le renvoi des ouvriers de son chantier.

Il est à noter que cet individu n'emploie pour la plupart des étrangers parce qu'ils sont plus dociles et plus souples aux heures supplémentaires et aux salaires inférieurs.

Que les camarades qui auront la possibilité de s'embaucher sur ce chantier continuent l'action des camarades renvoyés.

Le Bureau du S.U.B.

Section technique des briqueteurs, fumistes industriels. — Camarades syndiqués ou non,

Devant l'effervescence qui se manifeste dans notre industrie, devant la campagne engagée par le S.U.B. et la 13^e Région Féderale du Bâtiment, notre devoir est de ne pas rester indifférent à toute cette action.

Devant les prétentions gouvernementales et patronales concrétisées par un odieux règlement d'administration publique rendu par l'inspecteur divisionnaire du Travail (M. Martin) et portant obligatoirement la journée de 9 à 10 heures, pendant 8 mois de l'année. Il faut se dresser résolument avec nos autres camarades du Bâtiment pour faire échec à ces ignobles prétentions.

Considérez que ce n'est que par la forme que nous pourrons obtenir satisfaction, c'est-à-dire 8 heures par jour, sans dérogation, ni récupération et pour l'obtention de toutes nos autres revendications. Il est nécessaire que tous les camarades fassent autour d'eux de la propagande, afin que les copains non syndiqués rejoignent le seul groupement (le syndicat) qui est susceptible de lutter efficacement contre nos patrons et que tous soient présents à notre grande réunion qui aura lieu dimanche 14 septembre, à 9 heures du matin, salle Bondy, Bourse du Travail.

Ayant conscience de leur devoir, tous les camarades feront l'impossible pour y assister, le contraire serait une lâcheté de notre part, qui serait mise à profit par nos patrons.

L'ordre du jour de cette réunion est le suivant :

1^e Lecture des procès-verbaux ;

2^e L'action de la 13^e Région et du S.U.B. pour les 8 heures et nos revendications ;

3^e Nomination de délégués au Conseil et à la Commission de contrôle ;

4^e Questions diverses.

Le secrétaire général du S.U.B. fera le compte rendu de l'action de l'organisation.

Le Conseil.

N. B. — Chaque camarade syndiqué devra être obligatoirement présent. Un sévère pointage de cartes aura lieu à l'entrée, où les cotisations et adhésions seront régulées.

L'Esplanade à l'index. — Les camarades

travaillant pour les entreprises situées à l'Esplanade des Invalides, sont priés de ne prendre aucune consommation, et aucun repas de midi dans la cantine située sur la place.

Motif : La salle de la cantine nous a été refusée pour y tenir une réunion intérieure, sans les camarades des chantiers.

13^e REGION FEDERALE DU BATIMENT

Le 7^e en état de siège

La 13^e Région Fédérale organisant le samedi 6 septembre une réunion au 78, rue